

et le représentant Waxman est président du Sous-comité. Tout projet de loi sur les pluies acides étudié par la Chambre doit émaner de ce Sous-comité. Or, actuellement, le projet de loi ne bénéficie pas d'un nombre suffisant de voix pour que le Sous-comité puisse en faire rapport. De plus, lorsque le projet de loi quittera le Sous-comité, il devra être étudié par le Sous-comité de l'énergie, présidé par le représentant Sharp (Démocrate, Indiana); or, le projet de loi Sikorski-Waxman a encore moins d'appuis au sein de ce Sous-comité.

Un éventuel projet de loi de compromis a été déposé par le représentant Cooper (Démocrate, Tennessee) (H.R. 4331). Il prévoit une réduction de 10 millions de tonnes des émissions annuelles de SO<sub>2</sub>, en deux étapes, d'ici à 2003; une réduction initiale de 3,5 millions de tonnes serait exigée d'ici à 1997. L'*Alliance for Acid Rain Control* considère ce projet de loi comme «le plus modéré» de toutes les mesures actuellement étudiées. Les États du Midwest sont en faveur du projet de loi Cooper parce que la modeste réduction initiale des émissions de SO<sub>2</sub> protégerait les emplois dans les régions productrices de charbon à haute teneur en soufre; après l'an 2000, les techniques d'épuration du charbon seront en place, et des réductions plus importantes des émissions de SO<sub>2</sub> pourront être réalisées, même avec l'exploitation de charbon à haute teneur en soufre.

Le Comité a aussi rencontré des porte-parole qui étaient et sont encore prêts à accepter des réductions des émissions de SO<sub>2</sub> inférieures à celles qui sont prévues dans les projets de loi actuellement à l'étude au Congrès. Ainsi, l'*Alliance for Acid Rain Control* a dit qu'elle était prête à accepter de petites réductions initiales des polluants et à repousser la date à laquelle on imposerait des réductions plus importantes. Ned Helme, directeur exécutif de l'*Alliance*, ainsi que les représentants Boehlert (Républicain, New York) et Swift (Démocrate, Washington) ont signalé que le Congrès aurait pu adopter une loi portant une réduction annuelle de 5 millions de tonnes des émissions de SO<sub>2</sub> il y a six ans, mais que la mesure législative avait été rejetée par ceux qui voulaient une réduction minimale de 10 millions de tonnes, appuyés en cela par des groupes de protection de l'environnement comme la *National Clean Air Coalition*. Le résultat, a dit M. Helm, est qu'on n'a rien fait du tout jusqu'à maintenant.

#### **D. Les économies d'énergie et la réduction des émissions de SO<sub>2</sub>**

On a indiqué que les économies d'énergie pourraient permettre de réduire les émissions de SO<sub>2</sub>, et l'on a fait remarquer que l'introduction de l'éclairage à rendement énergétique élevé pourrait suffisamment réduire la demande d'électricité pour entraîner la fermeture des 40 centrales les plus